

**Arrêté du 6 février 2024 portant cessation de fonctions et nomination  
(régisseurs d'avances et de recettes) auprès de l'annexe du tribunal judiciaire de Brive-la-Gaillarde**

**NOR : JUSB2403743A**

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

*Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;*

*Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 22 ;*

*Vu le décret n°2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;*

*Vu le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;*

*Vu l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics ;*

*Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2021 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à créer des régies de recettes et d'avances auprès des greffes des juridictions civiles et pénales ;*

*Vu l'arrêté du 19 avril 2022 portant modification de l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution des régies d'avances et de régies de recette auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;*

*Vu l'agrément du comptable public assignataire en date du 31 janvier 2024 ;*

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est, à compter du 15 février 2024, mis fin aux fonctions de Madame Eloïse TRAVERS (BOBINEAU), adjointe administrative, en sa qualité de régisseuse des recettes et d'avances auprès de l'annexe du tribunal judiciaire de Brive-la-Gaillarde.

## **Article 2**

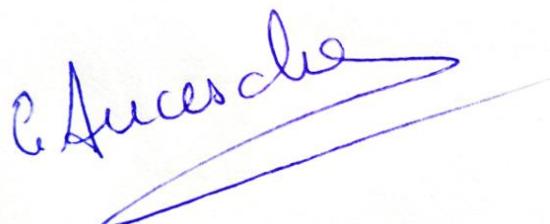
Madame Virginie RONZIER, secrétaire administrative, est nommée régisseuse des recettes et d'avances auprès de l'annexe du tribunal judiciaire de Brive-la-Gaillarde à compter du 15 février 2024.

## **Article 3**

Le directeur des services judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Limoges, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 6 février 2024,

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Par délégation,  
P/La sous-directrice des ressources humaines des greffes  
P/La cheffe du bureau des carrières et de la mobilité  
professionnelle,  
L'adjointe à la cheffe du bureau des carrières et de la  
mobilité professionnelle,



Charlotte ANCESCHI

Le régisseur	signature
--------------	-----------